

## **Cahier des charges – Mission d’appui à la relance du Registre des Experts et des Compétences Comoriennes (RECC) de l’Agence Comorienne de Coopération Internationale**

*Projet d’appui au renforcement des partenariats avec les diasporas entrepreneuriales comoriennes*

### **1. Contexte**

---

Le projet d’appui au renforcement des partenariats avec les diasporas entrepreneuriales comoriennes, mis en œuvre par Expertise France en partenariat avec le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (MAECI) et financé par l’Agence Française de Développement (AFD), vise à renforcer la contribution de la diaspora comorienne au développement économique, social et institutionnel des Comores.

Il s’articule autour de trois composantes :

- Composante 1 : Renforcement du cadre institutionnel de mobilisation et d’engagement de la diaspora comorienne.
- Composante 2 : Accompagnement de 80 porteurs de projets entrepreneuriaux issus de la diaspora.
- Composante 3 : Valorisation du capital humain de la diaspora et contribution au développement socio-économique national.

La composante 3 du projet, dédiée à la valorisation du capital humain de la diaspora, accompagne le MAECI et son agence d’exécution, l’Agence Comorienne de Coopération Internationale (ACCI), dans la mise en place d’un outil de mobilisation de l’expertise de la diaspora. Cette action s’inscrit dans une démarche plus large de structuration et de valorisation des compétences comoriennes au service du développement national.

La diaspora comorienne constitue un vivier d’expertises hautement qualifiées, issues de parcours internationaux diversifiés. Sa mobilisation représente un levier stratégique pour renforcer les capacités nationales, favoriser l’innovation et stimuler les dynamiques de coopération. Toutefois, l’absence d’un dispositif centralisé de recensement limite aujourd’hui la connaissance, la visibilité et la mobilisation de ces ressources.

C’est dans ce contexte que le MAECI, à travers l’ACCI, relance la création du Registre des Experts et des Compétences Comoriennes (RECC). Une première phase de mise en œuvre avait été entamée, incluant le développement d’une première version de base de données et l’acquisition de matériel. Toutefois, le projet a été impacté suite au cyclone Kenneth en 2019

qui a endommagé le matériel informatique. Le projet nécessite une évaluation approfondie et une restructuration complète.

Ce registre vise à doter le pays d'une base de données fiable, actualisée et interopérable, permettant d'identifier les expertises locales et issues de la diaspora, de faciliter leur mise à contribution dans les initiatives publiques et privées, et d'outiller l'État pour une meilleure planification et valorisation des ressources humaines qualifiées.

Le RECC contribuera ainsi à renforcer la coordination entre les acteurs nationaux et les partenaires techniques et financiers, tout en favorisant la mobilisation pérenne des savoirs et savoir-faire comoriens, en particulier ceux de la diaspora, au service du développement durable des Comores.

Le RECC a pour finalité de :

- Recenser les expertises comoriennes dans les secteurs répondant aux objectifs du Plan Comores émergent, locales et issues de la diaspora ;
- Faciliter le recours à ces compétences par les institutions publiques, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers (PTF) ;
- Encourager le retour temporaire ou la mobilisation à distance des talents comoriens ;
- Outiller l'État comorien pour une meilleure planification et valorisation des ressources humaines qualifiées.

## **2. Objectif de la mission**

---

### **Objectif général**

Appuyer l'ACCI et ses partenaires institutionnels dans la relance du projet RECC, à travers une étude de cadrage stratégique, technique, fonctionnelle et institutionnelle.

### **Objectifs spécifiques**

- Évaluer l'existant (infrastructure, base de données, matériel, documentation, etc.) ;
- Identifier les besoins fonctionnels, organisationnels et techniques du registre ;
- Proposer une architecture globale du projet RECC et une feuille de route ;
- Élaborer une proposition de gouvernance impliquant les institutions concernées (ACCI, Commissariat à la diaspora, ANADEN, etc.) ;
- Assurer la prise en compte des initiatives existantes de bases de données nationales ;
- Formuler les conditions de mise en œuvre : spécifications de l'outil, calendrier, budget, modalités opérationnelles.

### 3. Tâches et livrables

---

#### **Tâche 1 : Évaluation de l'initiative initiale du RECC**

Analyser l'existant (documentation, architecture technique, base de données, matériel acquis) et identifier les causes de la suspension du projet.

Cette évaluation portera également sur les dimensions institutionnelles, organisationnelles et partenariales de la première phase.

Livrable 1 : Note d'évaluation de l'existant, présentant une analyse critique et synthétique des éléments techniques, organisationnels et matériels liés à la première phase du RECC.

#### **Tâche 2 : Analyse des besoins et attentes des parties prenantes**

Conduire des entretiens ciblés et un atelier participatif avec les institutions concernées (ACCI, Commissariat à la diaspora, ANADEN, ministères, diaspora, PTF) afin d'identifier les besoins fonctionnels, organisationnels et stratégiques du futur registre.

Livrable 2 : Document d'analyse des besoins, intégrant les priorités exprimées, les usages attendus, les contraintes identifiées et les fonctions clés à intégrer dans le RECC.

#### **Tâche 3 : Analyse et intégration des initiatives existantes de bases de données**

Cartographier les initiatives nationales comparables (UONI, UCCIA, etc.) et analyser leur architecture, objectifs et fonctionnalités afin d'assurer la complémentarité, l'interopérabilité et la non-redondance avec le futur RECC.

Livrable 3 : Note d'analyse comparative et de synergies, formulant des recommandations techniques et organisationnelles pour garantir la cohérence et la compatibilité avec les systèmes existants.

#### **Tâche 4 : Conception du projet restructuré RECC**

Définir un cadre structuré et opérationnel pour la relance du projet, incluant :

- les objectifs et résultats attendus,
- les activités clés et le calendrier indicatif,
- le budget prévisionnel, les risques identifiés et les mesures d'atténuation,
- un plan de pérennisation de la base de données.

Livrable 4 : Document de projet RECC restructuré, présentant une vision claire, une feuille de route opérationnelle et budgétaire, ainsi qu'un cadre logique complet.

#### **Tâche 5 : Élaboration du cahier des spécifications techniques et fonctionnelles**

Postérieure à la validation du projet restructuré et de l'analyse des besoins. Définir les exigences techniques et fonctionnelles pour le développement ou la reprise de la

base de données : interfaces, fonctionnalités, architecture, hébergement, sécurité, gestion des accès, etc.

Livrable 5 : Cahier des spécifications techniques et fonctionnelles du futur RECC, prêt à servir de base pour le développement.

#### **Tâche 6 : Définition d'un plan de renforcement des capacités de l'ACCI**

Postérieure à la validation du projet restructuré et des fonctionnalités de l'outil. Développer un plan de renforcement des capacités pour doter l'ACCI des compétences nécessaires à la gestion durable du registre :

- Formation technique : utilisation, gestion des données, sécurité, maintenance ;
- Organisation interne : rôles, procédures de validation, communication avec les experts ;
- Procédures de gestion : inscription, actualisation, confidentialité, supervision.

Livrable 6 : Plan de renforcement des capacités de l'ACCI, accompagné d'un calendrier de mise en œuvre et d'indicateurs de suivi.

#### **Tâche 7 : Définition d'un schéma de gouvernance institutionnelle**

Proposer un modèle de gouvernance du RECC précisant les rôles et responsabilités de l'ACCI, du Commissariat à la diaspora, de l'ANADEN et des autres acteurs clés. Le schéma inclura les mécanismes de pilotage, les modalités de mise à jour des données et les canaux de coordination interinstitutionnelle.

Livrable 7 : Note de proposition de gouvernance, assortie de recommandations pour la formalisation et la pérennisation du dispositif.

#### **Tâche 8 : Atelier de restitution avec les parties prenantes**

Organiser un atelier de restitution rassemblant les acteurs clés afin de :

- valider collectivement les résultats de la mission,
- assurer l'appropriation institutionnelle du modèle proposé,
- convenir des prochaines étapes opérationnelles.

Livrable 8 :

- Dossier de cadrage de l'atelier (ordre du jour, liste des participants, support de présentation) ;
- Documents révisés le cas échéant ;

- Compte rendu synthétique incluant les recommandations finales et les ajustements convenus.

	<b>Tâches</b>	<b>Contenu principal</b>	<b>Livrables attendus</b>	<b>Période indicative</b>
1	Évaluation de l'initiative initiale du RECC	Analyse documentaire, entretiens avec les anciens acteurs, identification des causes de suspension	Note d'évaluation de l'existant	Sem. 1-2
2	Analyse des besoins et attentes des parties prenantes	Entretiens et ateliers avec ACCI, Commissariat à la diaspora, ANADEN, ministères, diaspora et partenaires techniques et financiers	Document d'analyse des besoins	Sem. 3-4
3	Intégration des initiatives existantes de bases de données	Cartographie et analyse des bases (UONI, UCCIA, etc.), synergies et interopérabilité	Note d'analyse comparative et de synergies	Sem. 5
4	Conception du projet restructuré RECC	Rédaction du document projet (objectifs, cadre logique, budget, plan de pérennisation)	Document projet RECC restructuré	Sem. 6-7
5	Cahier des spécifications techniques et fonctionnelles	Définition des exigences techniques et fonctionnelles du registre	Cahier des spécifications techniques et fonctionnelles	Sem. 8
6	Plan de renforcement des capacités de l'ACCI	Diagnostic des compétences et élaboration du plan de formation, procédures internes et outils	Plan de renforcement des capacités	Sem. 9
7	Schéma de gouvernance institutionnelle	Définition des rôles, responsabilités et mécanismes de coordination	Note de proposition de gouvernance	Sem. 10
8	Atelier de restitution et validation	Organisation et animation de l'atelier, intégration des retours, finalisation des documents	Cadrage et compte rendu de l'atelier, version finale des livrables	Sem. 11-12

- NB : Les documents de travail (budget prévisionnel, plan d'action, spécifications techniques) pourront être mis à jour au fil de l'eau, au fur et à mesure de l'avancement et des validations intermédiaires.

#### 4. Méthodologie

---

Le/la prestataire adoptera une démarche participative et itérative, combinant :

- Analyse documentaire (éléments techniques, politiques publiques...) ;
- Entretiens et ateliers avec les parties prenantes clés aux Comores et au sein de la diaspora ;
- Revue des initiatives comparables au niveau national et international ;
- Restitutions intermédiaires et validation progressive des livrables avec l'ACCI et Expertise France.

#### 5. Durée et calendrier

---

Durée estimée : la mission sera réalisée sur une durée de 12 semaines maximum, pour un total de 40 jours/homme environ.

Démarrage en décembre 2025.

Format : Le prestataire pourra intégrer des modalités distancielles, mais le présentiel restera majoritaire dans la méthodologie de travail.

Étapes de suivi :

- Lancement et cadrage (réunion initiale)
- Point de mi-parcours
- Présentation finale des livrables et recommandations

Plan de travail indicatif :

- **Le plan de travail est indicatif** (tâches, livrables) et pourra être ajusté par le prestataire à la lumière de la méthodologie proposée.
- La mission privilégie une approche efficiente et non chronophage, fondée sur des entretiens ciblés, une analyse documentaire rigoureuse et des restitutions successives permettant la validation progressive des résultats.
- Le/la ou les prestataires devront veiller à documenter les consultations menées et à impliquer activement les acteurs clés afin d'assurer l'appropriation et la durabilité du registre.

## **6. Profil de l'expertise recherchée**

---

Le/la prestataire devra justifier des compétences suivantes au sein de l'équipe :

- Expertise en gestion de projets numériques et systèmes d'information à vocation publique ;
- Expérience en diagnostic institutionnel et gouvernance multi-acteurs ;
- Compétences en modélisation de bases de données, cybersécurité, hébergement sécurisé ;
- Bonne connaissance des dynamiques de mobilisation de la diaspora en Afrique ou en contexte insulaire, si possible aux Comores ;
- Maîtrise des enjeux de protection des données personnelles et des dispositifs d'interopérabilité ;
- Expérience de travail avec des administrations publiques et des agences de coopération internationale.

## **7. Modalités de supervision**

---

La mission sera conduite sous la supervision d'Expertise France, en collaboration très étroite avec l'ACCI.

Seront également associés : le commissariat chargé de la diaspora, l'ANADEN, le projet Wamanga Wa Komor (mis en œuvre par Expertise France, sur financement de l'Union européenne).

Des points de validation et de suivi réguliers seront organisés (réunions bimensuelles). L'ACCI facilitera l'accès aux documents, aux équipes et aux autres initiatives de bases de données nationales.